



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE BIMENSUELLE

NUMÉRIQUE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE LONDRES

N° 10 – 21 juin au 5 juillet 2023

Sommaire

Fait marquant

- *OpenAI* a choisi Londres pour l'implantation de son premier site à l'international

Economie numérique et régulation

- L'entrepreneur Ian Hogarth va présider la *Foundation Model Taskforce*
- Le R-U et Singapour ont signé des protocoles d'accord visant à renforcer leur coopération sur la circulation des données et les technologies émergentes
- Des amendements à l'*Online Safety Bill* permettront de condamner les auteurs de « revenge porn » et de deep fake intimes
- Le R-U a annoncé le lancement du *UK-Ukraine TechBridge* et du *Business Bridge Ukraine*

Télécommunications et réseaux

- Un député conservateur dénonce les risques de sécurité que pourrait représenter la fusion entre *Vodafone* et *Three*

Données et intelligence artificielle

- La *Equality and Human Rights Commission* appelle au développement d'un encadrement de l'IA prenant en compte la protection des droits de l'homme
- *KPMG* estime que l'IA générative pourrait avoir un impact modeste mais toutefois significatif sur le marché de l'emploi au R-U
- La commission électorale s'inquiète des potentiels impacts de l'IA sur les élections générales à venir et de l'inadaptation de la loi électorale

Spatial

- La *UK Space Agency* a annoncé un financement de 2,1 M£ pour soutenir les entreprises britanniques développant des technologies destinées à améliorer les capacités des vols spatiaux

Ecosystème tech

- L'ancienne licorne britannique *Babylon* va se délistier de la bourse de New York
- Les *spinouts* d'Oxford sont plus risqués mais plus valorisés qu'à Cambridge

Fait marquant : OpenAI a choisi Londres pour l'implantation de son premier bureau à l'international

OpenAI, l'entreprise américaine qui a développé *ChatGPT*, a [annoncé](#) avoir choisi Londres pour l'implantation de son premier bureau à l'international. Le bureau londonien devrait se concentrer sur la recherche et le développement pour la création d'une intelligence artificielle générale sûre, et la collaboration avec « *les communautés locales et les décideurs politiques* ». L'entreprise estime que « *l'écosystème technologique dynamique de Londres et ses talents exceptionnels en font l'endroit idéal pour le premier bureau international d'OpenAI* ». L'entreprise n'a pas encore communiqué sur la date d'ouverture du site, ni sur sa taille. Le Premier ministre britannique Rishi Sunak, s'est félicité de cette annonce dans un tweet et Chloé Smith, la ministre en charge du numérique, a déclaré que cela représentait « *un vote de confiance pour le R-U comme puissance de l'IA* ». Cette annonce intervient alors que le gouvernement souhaite faire du R-U une « *superpuissance* » de l'IA et s'apprête à accueillir un sommet international sur la sécurité de l'IA à l'automne. Selon le [gouvernement](#), le secteur de l'intelligence artificielle comptait environ 3 000 entreprises innovantes générant 10 Md£ de recettes et employant 50 000 personnes au R-U en 2022. Le secteur contribuerait à hauteur de 3,7 Md£ à la valeur ajoutée brute de l'économie du pays et se classerait en troisième position derrière les Etats-Unis et la Chine. Selon une [étude](#) réalisée par le cabinet de conseil *McKinsey*, si le R-U bénéficie effectivement d'atouts tels qu'une recherche performante et un écosystème de *start-ups* très dynamique, il fait toutefois face à certaines lacunes qui pourraient entraver son ambition : le niveau d'investissement est largement inférieur aux Etats-Unis et à la Chine, et le pays peine à attirer les talents étrangers qui lui manquent et à transformer la recherche fondamentale en opportunités commerciales.

🌐 Economie numérique et régulation

1 L'entrepreneur Ian Hogarth va présider la *Foundation Model Taskforce*

Le gouvernement a [annoncé](#) que l'entrepreneur Ian Hogarth avait été choisi pour diriger la taskforce gouvernementale sur les modèles de fondation (*Foundation Model Taskforce*). Ian Hogarth est un entrepreneur et spécialiste de l'IA ; il est notamment le co-auteur depuis 2018 du *State of AI*, un rapport annuel sur l'écosystème britannique de l'IA. Le lancement de la *Foundation Model Taskforce* a été annoncé il y a quelques semaines par le gouvernement. Elle sera placée sous l'autorité directe du Premier ministre et du *Department for Science, Innovation and Technology*, bénéficiera d'un financement gouvernemental initial de 100 M£ et visera à développer des systèmes d'IA sûrs pour les transformer en opportunités commerciales. Dans les mois à venir, la taskforce mènera des recherches sur la sécurité de l'IA et contribuera à des travaux plus larges sur l'élaboration de garde-fous internationaux qui pourraient être mis en place pour faire face aux risques, et être présentés lors du sommet international sur la sécurité de l'IA qui devrait se tenir au R-U à l'automne prochain.

2 Le R-U et Singapour ont signé des protocoles d'accord visant à renforcer leur coopération sur la circulation des données et les technologies émergentes

Lors de sa visite à Singapour, le Premier ministre adjoint Olivier Dowden, a signé deux [protocoles d'accord](#) visant à renforcer la coopération entre les deux pays sur la circulation des données et les technologies émergentes. Le gouvernement estime que ces accords, visant à approfondir la collaboration entre les deux pays dans la recherche et la coopération réglementaire, devraient contribuer à renforcer leur expertise respective en matière de cybersécurité, de connectivité et d'IA. Le protocole d'accord sur les technologies émergentes prévoit notamment la promotion de partenariats commerciaux et l'alignement des normes techniques dans le domaine de l'IA. Le protocole d'accord sur la coopération en matière de données prévoit un accroissement du commerce numérique entre les deux pays ainsi que la mise en œuvre d'un nouveau *Strategic Intergovernmental Dialogue* pour discuter de la réglementation nationale et du transfert international en matière de données.

3 Des amendements à l'*Online Safety Bill* permettront de condamner les auteurs de « *revenge porn* » et de *deep fake* intimes

Des [amendements](#) à l'*Online Safety Bill* ont été adoptés afin de protéger les victimes de « *revenge porn* ». Ces amendements vont ainsi :

- supprimer les mesures actuelles qui exigent que la victime prouve que les personnes ayant partagé les images ou vidéos l'ont fait avec l'intention « *de causer de la détresse* », ce qui rendra la qualification de l'infraction plus facile ;
- aggraver la peine encourue pour les personnes reconnues responsable du partage de photos ou vidéos intimes sans le consentement de l'autre partie et avec l'intention de causer de la détresse, de l'inquiétude, de l'humiliation ou dans l'objectif d'obtenir une gratification sexuelle ; la peine maximale passera ainsi de six mois à deux ans de détention et les personnes reconnues coupables pourront être inscrites au registre des délinquants sexuels ;
- réprimer le partage de *deep fake* intimes.

Le gouvernement s'est engagé à présenter des réformes plus larges concernant le partage d'images intimes, dès que l'agenda parlementaire le permettra.

4 Le R-U a annoncé le lancement du *UK-Ukraine TechBridge* et du *Business Bridge Ukraine*

A l'occasion de la *UK Recovery Conference* organisée à Londres, les deux gouvernements ont [annoncé](#) le lancement du *UK-Ukraine TechBridge*, en partenariat avec des acteurs du secteur privé. L'objectif sera de réunir les secteurs technologiques britannique et ukrainien dans un espace physique permanent à Londres, afin de permettre une mise en commun des compétences numériques et commerciales. Le gouvernement britannique a également annoncé le lancement du *Business Bridge Ukraine*, une plate-forme numérique qui mettra en relation les entreprises ukrainiennes avec des entreprises à travers le monde, afin de favoriser leur développement commercial.



📡 Télécommunications et réseaux

1 Un député conservateur dénonce les risques de sécurité que pourrait représenter la fusion entre *Vodafone* et *Three*

L'annonce de la fusion entre *Vodafone* et la branche britannique de *Three*, détenu par le groupe *CK Hutchinson* basé à Hong-Kong, ne fait pas l'unanimité au sein de la sphère politique britannique. Cet actionnariat chinois est [dénoncé](#) par Iain Duncan Smith, ancien chef du parti conservateur, qui qualifie l'opération de « *dangereuse* » car posant « *des risques pour nos réseaux de communication et nos données personnelles* ». Le gouvernement n'a pas encore communiqué sur cette opération, qu'il pourrait soumettre au *National and Security Investment Act*.

🌐 Données et intelligence artificielle

1 La *Equality and Human Rights Commission* appelle au développement d'un encadrement de l'IA prenant en compte la protection des droits de l'homme

La *Equality and Human Rights Commission* (commission indépendante de protection des droits de l'homme - EHRC) [estime](#) que les propositions de l'*AI White Paper* pour une régulation des usages de l'IA au R-U ne permettent pas de garantir un standard de protection des droits de l'homme suffisant. L'EHRC affirme qu'il est urgent de mettre davantage l'accent sur les droits de l'homme et l'égalité et d'augmenter de façon significative le financement accordé aux régulateurs et au *Digital Regulation Cooperation Forum*, afin qu'ils puissent s'acquitter de leur mission. La Baronness Falkner, présidente de la commission, a déclaré que « *pour qu'une nouvelle technologie soit source d'innovation tout en assurant notre sécurité, elle doit faire l'objet d'une surveillance attentive. Il s'agit notamment de veiller à ce que l'IA n'aggrave pas les préjugés existants dans la société ou n'entraîne pas de nouvelles discriminations* ». Elle appelle ainsi le gouvernement à développer un cadre réglementaire qui garantisse « *le développement éthique et équitable de l'IA* ».

2 KPMG estime que l'IA générative pourrait avoir un impact modeste mais toutefois significatif sur le marché de l'emploi au R-U

Le cabinet de conseil *KPMG* a publié un [rapport](#) qui estime que l'impact de l'IA générative sur le marché du travail au R-U devrait être relativement modéré mais significatif. L'accélération de l'automatisation du marché du travail devrait toutefois améliorer la productivité, à hauteur de 1,2% sur dix ans et rapporter 31 Md£ à l'économie britannique (PIB) au cours de la prochaine décennie. Selon le rapport, 2,5 % de l'ensemble des tâches et 40 % des emplois pourraient être touchés par le développement de l'IA au R-U. Le rapport identifie trois applications principales de l'IA générative dans le monde du travail : les tâches de classification et de synthèse, la création de contenu technique et les travaux créatifs. Les rédacteurs de l'enquête admettent toutefois que les impacts sociaux plus larges sont incertains et peuvent justifier un degré élevé de prudence de la part des régulateurs et des décideurs politiques.

3 La commission électorale s'inquiète des potentiels impacts de l'IA sur les élections générales à venir et de l'inadaptation de la loi électorale

La commission électorale britannique alerte sur les potentiels impacts de l'IA sur les élections générales qui se dérouleront au plus tard en janvier 2025. La commission craint qu'il soit trop tard pour l'adoption de lois qui pourraient garantir que le système électoral soit adapté aux évolutions de l'intelligence artificielle, et appelle les partis politiques et les militants à se comporter de manière responsable. La loi régissant les campagnes politiques et les dépenses électorales serait en retard par rapport à la croissance et aux méthodes de la campagne numérique. Selon le [Guardian](#), il y aurait de fortes craintes que ces élections soient les premières où l'IA ait un fort impact sur la désinformation, avec la production de vidéos et d'images truquées convaincantes. Selon le quotidien, un exemple de nouvelles obligations qui pourraient être imposées par la loi au Royaume-Uni serait l'obligation pour les partis politiques d'indiquer le montant de leurs dépenses en matière d'IA. Lors d'une table ronde organisée par le think tank *Chatham House*, Brad Smith le Président de *Microsoft* a déclaré que les gouvernements devaient réviser les lois existantes pour rendre illégale la désinformation générée par l'IA et que cette question devrait être réglée « *d'ici le début de l'année si nous voulons protéger nos élections en 2024* ».

Spatial

- 1 La *UK Space Agency* a annoncé un financement de 2,1 M£ pour soutenir les entreprises britanniques développant des technologies destinées à améliorer les capacités des vols spatiaux

La *UK Space Agency* a [annoncé](#) un financement de 2,1 M£ destiné à soutenir les entreprises britanniques développant des technologies pour améliorer les capacités des vols spatiaux, notamment dans les domaines de la propulsion et de l'imagerie. Cette somme sera répartie entre neuf projets et sera suivie par une série d'autres cycles de financement. Parmi les lauréats figure le projet « *Helios* » de *Space Forge*, basé au Pays de Galles, qui développe un panneau solaire rétractable, en partenariat avec *Microlink Devices*, afin d'alimenter des engins spatiaux réutilisables et de permettre l'entretien en orbite pour prolonger la durée de vie d'autres satellites dans l'espace. L'année dernière, l'agence spatiale britannique a engagé 71 M£ pour soutenir le développement de nouvelles technologies.

Ecosystème tech

- 1 L'ancienne licorne britannique *Babylon* va se délistier de la bourse de New York

L'entreprise britannique *Babylon*, qui a créé une application de soins de santé à distance en 2013 et qui était rapidement devenue une licorne, a [accepté](#) de se retirer de la bourse de New York. L'entreprise, en difficulté, va se restructurer en une nouvelle entité privée avec la société suisse *MindMaze*, qui injectera des liquidités dans l'entreprise afin d'alléger ses dettes. *Babylon*, dont la valorisation a atteint jusqu'à 4 Md\$, a été cotée à la bourse de New York en 2021, mais le prix de son action a chuté de 272,50 \$ à seulement 0,77 \$ avant d'être délistée. Après une longue période de difficultés, l'entreprise a perdu d'importants contrats avec le *NHS*, a réduit son personnel, et a dû faire face à des pertes annuelles de 235 M£. L'entreprise cherchait un acheteur depuis le mois de mai afin d'éviter une solution de restructuration drastique.

2 Les spinouts d'Oxford sont plus risqués mais plus valorisés qu'à Cambridge

Selon une [étude](#) réalisée par le cabinet de conseil *Price Bailey*, les *spinouts* issus de l'Université d'Oxford auraient en moyenne une valorisation plus élevée que ceux issus de Cambridge, mais seraient 2,5 fois plus susceptibles de faire faillite. M. Chudasama, associé chez *Price Bailey*, précise que le risque s'accompagne souvent « d'un potentiel de récompense plus élevé ». Les *spinouts* d'Oxford disposeraient également davantage de capitaux propres. L'étude démontre qu'entre 2012 et 2022, l'Université d'Oxford a généré 99 *spinouts*, soit presque le double de l'Université de Cambridge, avec 54 *spinouts*. Cette étude intervient alors que le gouvernement a lancé une [enquête](#) visant à déterminer comment le R-U pourrait tirer davantage profit des *spinouts* afin de stimuler la croissance économique.

Principales levées de fonds de start-ups britanniques entre le 21 juin et 5 juillet 2023 :

- [BoomFi](#), Web3 (entreprise ayant développé un système de paiement en crypto-monnaie par la biais de la blockchain et des moyens traditionnels), [Seed Round, 3,01 M£](#)
- [Scriptic](#), AI (entreprise produisant des contenus pour téléphones mobiles générés par l'IA), [Seed Round, 4,5 M£](#)
- [Supercritical](#), CleanTech (plate-forme logicielle qui aide les entreprises à réduire leur empreinte carbone), [Série A, 10 M£](#)
- [Dexory](#), AI (entreprise développant des robots autonomes fonctionnant avec l'IA, collectant et analysant les informations en temps réel lors des opérations d'entreposage), [Série A, 15 M£](#)
- [TreasurySpring](#), FinTech (entreprise proposant une plate-forme B2B qui permet aux clients de minimiser les risques de trésorerie et de maximiser le rendement de leurs excédents), [Série B, 15 M£](#)
- [Volt](#), FinTech (start-up développant une infrastructure mondiale pour les paiements en temps réel), [Série B, 60 M\\$](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international